

Unité environnement
24 Boulevard Henri DUNANT
71000 MÂCON

MÂCON, le 06/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SICA ABATTOIR COMMUNAUTAIRE DU GRAND AUTUNOIS MORVAN

8 ROUTE DU BOIS DE SAPIN
71400 AUTUN

Références : 2023-01110
Code AIOT : 0057100036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement SICA ABATTOIR COMMUNAUTAIRE DU GRAND AUTUNOIS MORVAN implanté 8 ROUTE DU BOIS DE SAPIN 71400 AUTUN. L'inspection a été annoncée le 09/03/2023 (inspection inopinée). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICA ABATTOIR COMM GD AUTUNOIS MORVAN
- 8 ROUTE DU BOIS DE SAPIN 71400 AUTUN
- Code AIOT : 0057100036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SICA abattoir communautaire du Grand Autunois Morvan, 8 route du Bois de Sapins, 71400 Autun, est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

Régime IC (A, E ou D) :	Rubrique(s) :	Capacité A, E ou D :
Autorisation	2210-1. Abattage d'animaux	18t/j
Enregistrement	2221. Préparation de produits alimentaires d'origine animale	10,5t/j
Déclaration	2355. Dépôts de peau y compris de peaux salées en annexe des abattoirs	16t

Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un outil d'abattage et de découpe d'animaux de boucherie n°DCL-BRENV-2018-11-3 en date du 11 janvier 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- L'inspection a porté sur la vérification de la mise en oeuvre des actions correctives imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV-2021-55-2 du 24/02/2021 concernant la gestion des sous-produits animaux, le fonctionnement de la station de pré-traitement et la conformité des rejets aqueux aux valeurs limites d'émission imposées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation (première visite inopinée réalisée le 01/12/2022, certaines non conformités persistaient).

- L'inspection a également porté sur la mise en conformité de la défense extérieure contre l'incendie demandée par courrier n°2022-03929 du 5 janvier 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Gestion des sous-produits animaux conforme. Il subsiste néanmoins au niveau de la salle de salage et de stockage des cuirs une évacuation qui ne figure pas sur les plans et qui ne dispose d'aucune protection. **Il est demandé à l'exploitant de vérifier le raccordement de cette évacuation au réseau des eaux usées dirigées vers la station de pré-traitement, de la mettre en conformité ou à défaut de la condamner.**

Des efforts ont été mis en œuvre par l'exploitant pour la mise en conformité des rejets aqueux avec les valeurs limites d'émission imposées :

- mise en place d'un « cache gouttière » permettant de racler le sang sur une plus grande partie de la chaîne d'abattage ;
- mise en place des paniers dans toutes les bouches d'évacuation ;
- raclage régulier au niveau du sol de la salle de stockage des cuirs ;
- vigilance sur l'étanchéité des bennes de stockage de sous-produits animaux.

Un laboratoire indépendant a été mandaté par l'inspection pour réaliser un contrôle inopiné des rejets aqueux afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission imposées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

La levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sera étudiée sous réserve de la conformité des résultats de l'autosurveillance des mois de mars et avril et du résultat du contrôle inopiné diligenté par l'inspection.

Concernant la DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie), l'exploitant doit pourvoir son installation d'une réserve de 180 m³ **avant le 1^{er} mai 2023**. A défaut, un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé au Préfet de Saône et Loire.

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV-2021-55-2 du 24/02/2021, article 1
Thème(s) : Autre, Sous-produits animaux
Point de contrôle déjà contrôlé : 01/12/2022
Prescription contrôlée : Assurer la collecte du sang d'abattage et des sous-produits C1, C2 et C3 de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.
Constats : Conforme - Une barrière de rétention a été placée devant la cuve à sang afin de contenir tout déversement accidentel. Un bac de rétention a été placé sous la vanne de la cuve afin de récupérer les éventuelles fuites (cf annexe photographie n°1). - La fréquence de collecte du sang a été augmentée afin d'avoir un passage hebdomadaire de la Secanim et non plus tous les 15 jours. - Sol propre sous les bennes de stockage des sous-produits, absence d'écoulement (cf photographie n°2). Rappel fait auprès du prestataire pour avoir des bennes étanches. - Une plaque a été apposée sur une gouttière afin de pouvoir racler le sang sur une plus grande partie de la chaîne d'abattage (cf photographie n°3) - Dans la salle de salage et de stockage des cuirs, un problème de pente engendre toujours la stagnation de jus à certains endroits mais le sol est raclé régulièrement. Les paniers sont apposés dans les bouches d'évacuation. On note toujours la présence d'une évacuation sans aucune protection (cf photographie n°4). Aucune justification n'est apportée quant à son utilité et à l'absence de protection.

Vu bordereaux de reprise des différents sous-produits :

- sang : bordereaux SECANIM du 06/03/2023 ; 27/02/2023 et 20/02/2023

- cuir : bordereaux SAS Alpes Cuir et Peaux du Midi (ACPM) 21 palettes le 09/02/2023 ; 13 palettes le 19/01/2023

- sous-produits C1 et C3 : bordereaux SECANIM du 02/03/23 et du 09/03/2023

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Vérifier que l'évacuation sus-citée est bien raccordée au réseau des eaux usées dirigées vers la station de pré-traitement, la mettre en conformité ou à défaut de la condamner.

N° 2 : Matières stercoraires

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV-2021-55-2 du 24/02/2021, article 1

Thème(s) : Autre, Sous-produits animaux

Point de contrôle déjà contrôlé : 22/10/20

Prescription contrôlée :

Assurer la collecte régulière du fumier et des matières stercoraires afin d'éviter que la benne de stockage ne déborde.

Constats :

Conforme (cf photographie n°5)

Type de suites proposées : Sans suite administrative

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conformité des rejets aqueux / fonctionnement de la station de pré-traitement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV-2021-55-2 du 24/02/2021, article 1

Thème(s) : Autre, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : 22/10/20

Prescriptions contrôlées :

- Mettre en conformité les rejets aqueux avec les valeurs limites d'émission imposées à l'article 41.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°DCL-BRENV-2018-11-3 en date du 11 janvier 2018,

- Veiller au bon fonctionnement de la station de pré-traitement

Constats :

Aucune étude n'a été transmise à l'inspection pour solliciter une révision les valeurs limites d'émission imposées aux rejets aqueux de l'installation. L'exploitant a cependant sollicité la communauté de communes sur ce point et est en attente d'un retour.

Augmentation de la vigilance de l'exploitant et amélioration des pratiques de nettoyage :

- mise en place d'un « cache gouttière » permettant de racler le sang sur une plus grande partie de la chaîne d'abattage ;

- mise en place des paniers dans toutes les bouches d'évacuation ;

- raclage régulier au niveau du sol de la salle de stockage des cuirs ;

- vigilance sur l'étanchéité des bennes de stockage de sous-produits animaux.

Sur la base des résultats de l'autosurveillance transmis sur GIDAF on note encore en janvier 2023 un dépassement sur la concentration du paramètre MES (matières en suspension) : 2590 mg/L pour une VLE de 1600 mg/L. Par contre l'autosurveillance du mois de février 2023 est conforme sur

l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Un contrôle inopiné des rejets sera réalisé prochainement par un laboratoire extérieur mandaté par l'inspection des installations classées pour vérifier la mise en conformité des rejets.

N° 4 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : article 64 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°

Thème(s) : Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : 01/12/2022

Prescriptions contrôlées :

Les besoins en eau d'extinction sont de 150m³/h soit 300m³ pour 2 heures. Ils seront assurés par le poteau incendie situé à l'entrée du site d'un débit de 60m³/h, le besoin complémentaire sera assuré par une réserve de 180 m³.

Constats :

Le 1^{er} décembre 2022, il a été constaté que la bâche souple de 180 m³ permettant d'assurer la défense extérieure contre l'incendie était complétement vide suite à une fuite. L'exploitant a alors informé l'inspectrice que ce problème, découvert au début de l'année 2022, subsistait malgré l'intervention de la société Eurovia.

Dans son courrier du 5 janvier 2023, l'inspection des installations classées a alors demandé à l'exploitant de mettre en place, sans délai, les actions correctives nécessaires pour pourvoir le site d'une réserve d'eau de 180m³ conformément aux préconisations du SDIS reprises à l'article 64 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation.

Le 9 mars, il a de nouveau été constaté que la bâche souple de 180 m³ permettant d'assurer la défense extérieure contre l'incendie était complétement vide. 3 entreprises différentes ont cependant été sollicitées pour établir un devis (CITERPACK, EUROVIA et CITERNEO). Ces devis ont été transmis à l'inspection le 15 mars 2023. Le SDIS a également été sollicité par l'exploitant pour avis car ce dernier souhaite mettre en place une nouvelle bâche avec prises directes et non plus déportées. Le devis signé engageant les travaux a été transmis à l'inspection le 05/04/2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Mise en conformité exigée avant le 01/05/2023. A défaut un arrêté préfectoral de mise en demeure sera transmis au Préfet de Saône et Loire.